

**Conseil économique et social**

Distr. générale
21 octobre 2011
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2012**

30 janvier-8 février 2012 et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
d'organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil****Note du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Mouvement pour un monde meilleur	2
2. Comité national pour UNIFEM au Japon	3
3. Conseil national des femmes allemandes	6
4. National Council of Women of the United States	7
5. National Wildlife Federation	9
6. Network Women in Development Europe	12
7. Nonviolent Peaceforce	14
8. Northern Ireland Women's European Platform	15
9. Association panaméricaine-panafricaine	17
10. Pax Christi International	19
11. Paz y Cooperación	21
12. Assemblée permanente pour les droits de l'homme	23
13. Programme for Appropriate Technology in Health	24
14. Ramola Bhar Charitable Trust	26
15. Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme	28



1. Mouvement pour un monde meilleur

(Statut consultatif spécial octroyé en 2003)

Introduction

Le Mouvement pour un monde meilleur est une organisation catholique internationale qui compte 650 membres et qui est présente dans 32 pays.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Mouvement fonde son action sur des activités destinées à l'édification d'un monde meilleur. La principale finalité du Mouvement est : a) de s'inscrire dans une démarche de formation culturelle et spirituelle des consciences individuelles et sociales, afin de créer les conditions qui permettent aux individus et aux communautés de comprendre la complexité de la situation actuelle du monde; b) d'élaborer des instruments permettant de répondre aux défis que pose l'avenir de l'humanité; et c) de mettre au point des projets dont les objectifs sont liés à la transformation de la société et à la construction d'un monde meilleur.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Voir ci-après « Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Seizième session de la Commission du développement durable : session d'examen sur la sécheresse et la désertification (5-16 mai 2008);
- Dix-septième session de la Commission du développement durable (4-16 mai 2009).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Voir ci-après « Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement ».

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Parmi ces activités on peut citer :

a) Des écoles maternelles en Côte d'Ivoire (objectif 2). Le Mouvement pour un monde meilleur de Côte d'Ivoire a appuyé le financement de 11 écoles maternelles particulières situées dans 10 villages. Ces maternelles accueillent 1 200 enfants qui ont entre 3 et 6 ans. Le fait de dispenser une éducation préscolaire a invariablement augmenté le pourcentage d'enfants qui réussissent à terminer l'école primaire. Ce pourcentage est passé de 4 à 80. L'expérience a montré que, depuis l'ouverture de ces écoles, les enfants qui ont fréquenté l'école primaire parviennent à poursuivre leurs études car ils ont les outils linguistiques indispensables

(connaissance du français) pour comprendre les cours des enseignants et échapper à un isolement inévitable;

b) Un projet télématique pour la promotion de l’alphabétisation des femmes au Pérou (objectif 3). L’objectif est d’offrir aux femmes qui n’ont pas pu avoir accès à l’éducation un moyen d’acquérir une instruction élémentaire par des méthodes interactives développant l’esprit critique et leur permettre de se prendre en charge et de participer au développement de leur communauté, en cultivant leurs valeurs personnelles et culturelles, grâce à un dialogue fondé sur le respect, la tolérance et le rejet de toute forme de discrimination, dans le but de bâtir une société juste et pacifique reposant sur la solidarité. Cette expérience a lieu dans les montagnes de San Genaro dans les faubourgs de Lima et attire des dizaines de femmes. Bien d’autres femmes souhaiteraient apprendre; mais les tâches trop nombreuses, ajoutées à l’obligation qu’elles ont de s’occuper seules de leurs enfants, forcent ces femmes à se débrouiller avec le temps et les possibilités dont elles disposent;

c) L’Entreprise de la nouvelle société de la région nord-est de la Colombie (objectif 8). Cette organisation, créée par l’un des évêques du Mouvement, met en place des programmes spécifiques en faveur du développement en s’appuyant sur la solidarité de toute la région nord de Santander. L’entreprise envisage de réaliser cet objectif en faisant participer activement les institutions publiques et privées, les organisations internationales, les communautés locales, les associations de femmes, les groupes de jeunes et d’enfants, aussi bien que les secteurs de la production, de la culture et de l’éducation, tous appelant de leurs vœux une société nouvelle qui offre des conditions de vie dignes pour les citoyens.

2. Comité national pour UNIFEM au Japon

(Statut consultatif spécial octroyé en 2007)

Introduction

Le Comité national japonais du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a été inauguré en 1992.

Buts et objectifs de l’organisation

Soutenir l’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en collectant des fonds et en faisant connaître ses activités au Japon.

Changements à signaler

Le 17 juin 2008, le Comité national japonais pour UNIFEM (maintenant ONU-Femmes) s’est vu accordé le statut privilégié d’« organisation sans but lucratif autorisée » au Japon, ce qui permet à nos adhérents de faire des dons bénéficiant d’exonération fiscale. Ceci a créé une dynamique considérable pour obtenir un plus grand soutien du secteur privé et des particuliers. Ce statut a été reconduit et prorogé jusqu’au 30 juin 2015. Les entreprises, tout comme les particuliers, sont favorables à ce statut. La société Shiseido Co, Ltd, qui soutient le Comité depuis plus de cinq ans, a généreusement versé plus de 2 millions de yen en 2010. Chuo Roudou Kinko (Chuo Labour Bank), qui a lancé un programme de contribution sociale grâce auquel les déposants peuvent faire don des points qu’ils acquièrent en

fonction des sommes qu'ils possèdent sur leur compte bancaire, a obligamment fait du Comité l'un de ses bénéficiaires. De telles contributions financières offertes par des sociétés privées au Comité par le biais d'activités axées sur la société civile se multiplient. En 2011, le Comité changera de nom, le « Comité national japonais d'UNIFEM » devenant le « Comité national japonais d'ONU-Femmes », en cohérence avec la fusion d'UNIFEM avec trois organismes des Nations Unies et la création d'ONU-Femmes. Suite à cette modification, le Comité travaille actuellement sur les procédures juridiques qui s'imposent, ainsi que sur la révision de sa charte.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Nos contributions à ONU-Femmes (UNIFEM jusqu'en 2010) sont les suivantes :

En 2007, le montant total des contributions financières a été de 60 460,11 dollars pour :

- Le soutien au Ministère de la condition féminine d'Afghanistan – secteur microfinancement : 15 529,58 dollars;
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; initiative en Afghanistan : 24 930,53 dollars;
- La communauté des femmes cambodgiennes vivant avec le VIH/sida : 10 000 dollars;
- L'Association laotienne d'artisanat : 10 000 dollars;

En 2008, le montant total des contributions financières a été de 78 196,86 dollars pour :

- Le microfinancement destiné aux femmes d'Afghanistan : 18 014,14 dollars;
- Faciliter la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en vue de la réalisation des droits fondamentaux des femmes en Asie du Sud-Est (formation au Timor oriental) : 17 545,67 dollars;
- Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes : 42 637,05 dollars;

En 2009, le montant total des contributions financières a été de 92 688,86 dollars pour :

- Les droits économiques et la sécurité des femmes : possibilités d'accès aux biens économiques durables en Afghanistan : 17 053,11 dollars;
- Au-delà de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – Faciliter la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux concernant les droits fondamentaux des femmes au Pakistan, phase 2 : 30 000 dollars;
- La campagne multimédias à l'intention de la jeunesse « Non à la violence contre les femmes » : 18 131,40 dollars;
- Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes géré par UNIFEM : 27 504,35 dollars;

En 2010, le montant total des contributions financières a été de 129 538,98 dollars pour :

- Les droits économiques et la sécurité des femmes : possibilités d'accès aux biens économiques durables en Afghanistan : 20 946 dollars;
- Au-delà de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – Faciliter la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux concernant les droits fondamentaux des femmes au Pakistan : 30 000 dollars;
- La sensibilisation à la violence sexiste contre les femmes et au rôle des femmes dans le dialogue interconfessionnel : 12 000 dollars;
- La paix et la sécurité des femmes à Mindanao : le renforcement des capacités des femmes de Bangsamoro au titre de l'application locale de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et du plan d'action national 1325 des Philippines : 20 238 dollars;
- Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes : 25 370,08 dollars;
- Capital de départ : 19 985,90 dollars.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008

- Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York (25 février-7 et 13 mars)
- Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique : manifestation parallèle à Yokohama organisée par UNIFEM et le Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie, « Symposium sur le développement de l'Afrique et l'éducation des filles » (27 mai)
- Coalition mondiale des comités nationaux d'UNIFEM (annuelle) (19-20 septembre)

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Dans le cadre de notre mission en tant que comité national d'ONU-Femmes, nous avons soutenu l'entité en attirant l'attention des citoyens japonais sur ses programmes et ses activités et en recueillant des dons auprès du secteur privé et des particuliers. Le Comité exerce aussi régulièrement une pression sur le Gouvernement du Japon pour qu'il augmente son aide à ONU-Femmes.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

En 2009, diverses actions visant à mettre un terme à la violence à l'égard des femmes ont été entreprises par les comités régionaux et les membres du Comité dans 12 endroits du Japon grâce à la généreuse contribution financière d'Avon Japon, et ces actions ont fait l'objet d'un rapport l'an dernier. La collaboration avec Avon Japon pour promouvoir les activités destinées à mettre fin à la violence contre les femmes se poursuivra en 2011, année au cours de laquelle auront lieu des

conférences et une formation au Wendo, art martial permettant aux femmes de se défendre contre la violence physique.

3. Conseil national des femmes allemandes

(Statut consultatif spécial octroyé en 1987)

Introduction

Le Conseil national des femmes allemandes, fondé en 1951, est une fédération qui regroupe des associations et groupes de femmes mixtes d'Allemagne. Réunissant 57 organisations d'une grande diversité, le Conseil rapproche les expériences politiques, religieuses, professionnelles et culturelles d'environ 11 millions de femmes en Allemagne.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs du Conseil sont de parvenir à l'égalité des sexes, l'égalité des chances et de statut pour les femmes et les hommes dans la société, dans le monde du travail et dans la famille, dans la politique, dans le milieu des affaires et la sphère culturelle, comme il est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans l'article 3 de la Constitution allemande.

Changements à signaler

Le Conseil a toujours œuvré à la promotion de droits égaux pour les femmes migrantes et les Allemandes issues de la migration. C'est pourquoi il s'est félicité de la demande d'admission de la Fédération des femmes migrantes. La Fédération est devenue membre du Conseil en 2007. En novembre 2010, une représentante de la Fédération a été élue au conseil d'administration.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil national des femmes allemandes est membre du Comité des ONG sur la condition de la femme établi à Vienne, de l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne et du Comité des ONG sur le vieillissement installé à Vienne. L'une des priorités du Conseil dans ce domaine est d'exercer une pression sur les pouvoirs publics pour que soit appliquée la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. De plus, le Conseil plaide énergiquement en faveur du Programme d'action de Beijing, des documents finals des Conférences mondiales des Nations Unies des années 1990, des objectifs du Millénaire pour le développement, des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009) du Conseil de sécurité, ainsi qu'en faveur des autres conventions et résolutions pertinentes des Nations Unies. Le Conseil est membre d'une alliance d'organisations allemandes de défense des droits de l'homme, « Forum Menschenrechte » (Forum sur les droits de l'homme). Dans ce forum, on examine et défend le principe selon lequel « les droits des femmes font partie des droits fondamentaux ». Le Conseil appartient à une alliance d'ONG allemandes qui marque le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité en 2010. Cette alliance demande au Gouvernement allemand de mettre au point et d'adopter un plan d'action national qui garantisse la mise en œuvre effective de la résolution 1325 (2000) et des

résolutions suivantes : 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009). En novembre 2010, l'assemblée générale du Conseil a adopté un exposé de principes complet sur les politiques pour la paix et la sécurité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Conseil a participé à la rédaction de deux déclarations communes sur la « législation relative à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la prestation de soins » et la « participation des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux de la prise de décisions » (voir E/CN.6/2009/NGO/42 et E/CN.6/2009/NGO/43). À l'occasion du quinzième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing, le Conseil a participé au forum des ONG qui a précédé la réunion préparatoire de la Commission économique pour l'Europe à Genève en octobre 2009, au Forum mondial des ONG et à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York (1^{er}-12 mars 2010). Il a organisé un atelier dans le cadre de la Mission allemande sur la Journée de l'égalité salariale. Le Vice-Président est devenu le responsable du groupe de travail sur la Journée de l'égalité salariale. Le Conseil a fait une déclaration conjointe sur « Une médecine adaptée aux femmes et l'autonomisation des femmes ».

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le Conseil travaille en étroit contact avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne, en partie dans le cadre d'une collaboration bilatérale, en partie en liaison avec l'Alliance des ONG de Vienne pour la prévention du crime et la justice pénale, qui entretient d'excellentes relations avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime par l'intermédiaire de « l'équipe de la société civile ». En avril 2008, le Conseil a fourni des informations sur ses campagnes de sensibilisation en faveur des règles et normes de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale en accord avec la résolution 2007/21 du Conseil économique et social, en l'occurrence celles qui concernent principalement les problèmes des victimes.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation du Conseil national des femmes allemandes attache une grande importance à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

4. National Council of Women of the United States

(Statut consultatif spécial octroyé en 1999)

Introduction

Le National Council of Women of the United States offre un espace pour faire avancer des idées progressistes, influencer les décisions prises par les pouvoirs publics et représenter les femmes d'une voix unie.

Buts et objectifs de l'organisation

Le National Council of Women of the United States a pour objet de s'occuper des différentes préoccupations des femmes qui se battent pour la santé, l'éducation,

l'égalité sociale, économique et politique tout en servant de porte-voix et de tribune où peuvent s'exprimer des idées novatrices influant sur les grandes orientations qui ont une incidence sur les droits de l'homme.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a conjugué ses efforts avec les institutions qui lui sont rattachées pour cerner l'étendue du problème de la fistule obstétricale en Éthiopie et au Malawi et a présenté des manifestations parallèles sur l'ampleur du problème à la Commission de la condition de la femme lors de ses cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions. L'organisation et les entités qui lui sont affiliées ont financé et supervisé l'installation de 60 puits dans des villages du Ghana.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2006, l'organisation :

- A organisé une conférence sur la mise en place d'une série de forums internationaux pour mieux faire connaître aux gouvernements et aux autorités fédérales les objectifs du Millénaire pour le développement définis par l'ONU, à Hartford au Connecticut (20 janvier);
- A organisé et présidé un forum sur la santé et l'environnement intitulé « Les produits chimiques courants sont-ils néfastes au développement sexuel de nos enfants? », à New York (27 février);
- A organisé et présidé une conférence-débat intitulée « Action en faveur de l'égalité des femmes : santé, éducation et droits fondamentaux », à New York (6 mars);
- A coparrainé, avec le Bureau des affaires féminines du Ministère du travail des États-Unis une table ronde et un séminaire sur les difficultés rencontrées par les femmes au travail intitulé « Initiatives nouvelles et flexibilité », à Felician College, Bergen County, New Jersey (16 mai);
- A collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de présenter un programme sur l'initiative du PNUD pour l'eau au Ghana (avec l'appui de la Fondation Prem Rawat), à l'ONU, New York (21 avril);
- A participé à la conférence intitulée « Une tâche inachevée : constituer des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durables » à l'ONU, New York (6-8 septembre).

En 2007, l'organisation :

- A coparrainé, avec l'Association internationale des femmes médecins, une conférence et un débat public intitulé « La santé des fillettes est une richesse mondiale », à New York (2 mars);

- A organisé une conférence-débat avec des jeunes et des experts sur le thème suivant : « Les petites filles : prise de conscience critique – les effets des médias mondiaux sur les petites filles », à New York (8 mars);
- A organisé et offert un déjeuner pour honorer et récompenser des personnalités remarquables, sur le thème « Autonomisation des femmes : les femmes cadres supérieurs du New Jersey », l'orateur principal étant le Conseiller spécial du Président de l'Assemblée générale, à la Faculté de droit de Seton Hall University, Newark, au New Jersey (30 septembre).

En 2008, l'organisation :

- A participé à une manifestation parallèle sur le thème « Santé mentale : obstacles au travail et suite à donner » à la quarante-sixième session de la Commission du développement social et des politiques sociales, à l'ONU, New York (2-6 février);
- A organisé une manifestation parallèle sur le thème « Autonomisation des femmes : santé, éducation et fonctions politiques » à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, à l'ONU, New York (25 février-7 mars).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

En 2006, en association avec le PNUD, l'organisation a obtenu une subvention d'un montant de 100 000 dollars de la Fondation Prem Rawat pour le projet du PNUD sur les puits et celui du Conseil sur les puits au Ghana.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les actions suivantes ont été réalisées dans la région rurale Ashanti du Ghana :

- Des dizaines de sacs de riz de 50 kilogrammes ont été donnés aux mères et aux enfants dans huit régions rurales du Ghana. Plus de 36 000 villageois en ont bénéficié;
- Cent orangers ont été plantés dans des écoles rurales du Ghana afin de fournir de la nourriture et des revenus aux écoliers et aux habitants des villages. Les orangers produiront des fruits à consommer, ce qui améliorera le régime alimentaire des habitants, et des fruits à vendre;
- Un programme de repas a été mis en place pour les enfants des écoles locales. 4 500 écoliers en ont bénéficié.

5. National Wildlife Federation

(Statut spécial octroyé en 1991)

Introduction

Il n'y a eu aucun changement notable.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement notable.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

S'employant à faire progresser les actions en matière de développement inscrites à l'ordre du jour du Conseil économique et social et de l'ONU en général, la National Wildlife Federation a plaidé en faveur de la durabilité environnementale dans les forums nationaux et internationaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2007, des représentants de la Fédération ont participé aux réunions suivantes portant sur les changements climatiques et le développement durable :

- Réunion intergouvernementale préparatoire de l'ONU pour la Commission du développement durable, quinzième session, New York, New York (26 février-2 mars);
- Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, treizième session, Bali, Indonésie (3-15 décembre).

En 2008, des représentants de la Fédération ont participé aux réunions suivantes :

- Intersessions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bangkok (31 mars-4 avril); Bonn (2-13 juin); et Accra (21-27 août);
- Vingt-huitième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn (4-13 juin);
- Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, quatorzième session, Poznan, Pologne (1^{er}-12 décembre).

En 2009, des représentants de la Fédération ont participé aux réunions suivantes :

- Commission du développement durable des Nations Unies, dix-septième session, New York, New York (4-15 mai);
- Intersessions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn (29 mars-8 avril et 10-14 août); Bangkok (28 septembre-9 octobre); et Barcelone, Espagne (2-6 novembre);
- Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, quinzième session, Copenhague (7-18 décembre).

En 2010, des représentants de la Fédération ont participé aux réunions suivantes :

- Intersessions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn (9-11 avril et 2-6 août); et Tianjin, Chine (4-9 octobre);

- Trentième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn (31 mai-9 juin);
- Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, seizième session, Cancun, Mexique (29 novembre-10 décembre).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

En 2007, des représentants de la Fédération ont organisé une manifestation parallèle avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la treizième session de la Conférence des parties à la Convention à Bali, Indonésie, le 12 décembre, qui avait pour thème « Attribution de bonifications dans un système de quotas d'émissions aux États-Unis ».

En 2008, des représentants de la Fédération ont organisé une manifestation parallèle avec Conservation International, the Nature Conservancy, Oxfam, CARE, et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la quatorzième session de la Conférence des parties à la Convention à Poznan, Pologne, le 9 décembre, intitulée « Voix en faveur de la préservation de la nature et du développement à propos de la stratégie d'adaptation – tirer parti de l'expérience pour répondre aux changements climatiques ».

En 2009, des représentants de la Fédération ont organisé une manifestation parallèle avec l'International Livestock Research Institute et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la quinzième session de la Conférence des parties à la Convention à Copenhague le 12 décembre sur le thème « Évolutions dans le secteur bovin : équilibre entre alimentation pour les humains, aliments du bétail et biocarburants et lutte contre le déboisement ».

En 2010, des représentants de la Fédération ont organisé une manifestation parallèle avec l'Union of Concerned Scientists et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la seizième session de la Conférence des parties à la Convention à Cancun, Mexique, le 9 décembre, intitulée « Mettre fin au déboisement pour l'élevage de bétail : défis, perspectives et solutions pragmatiques ».

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

À la quinzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague, l'organisation a mis sur pied plusieurs manifestations consacrées aux émissions de gaz à effet de serre, aux forêts et aux changements climatiques, entre le 10 et le 17 décembre 2009; et a organisé une manifestation à Copenhague lors de la Journée de l'agriculture à la quinzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques intitulée « From source to sink: reducing commodity agriculture's impacts on natural lands ».

En 2010, à la seizième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Cancun, Mexique, l'organisation a mis sur pied plusieurs manifestations consacrées aux émissions de gaz à effet de serre, au déboisement, aux changements climatiques et à la gestion de la forêt.

À Cancun, Mexique, l'organisation a organisé une manifestation pour la Journée de l'agriculture à la seizième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques intitulée « Réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par l'élevage dans la région amazonienne du Brésil ». Au cours de la période à l'examen, l'organisation a fait campagne pour que le Gouvernement des États-Unis prenne des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La Fédération a également plaidé pour que la délégation des États-Unis auprès de l'ONU approuve l'adoption d'un traité contraignant sur le climat et participe au mécanisme financier concernant les changements climatiques.

Elle a également veillé à ce que les politiques publiques prennent en compte les problèmes sociaux et le principe d'équité lors de la préparation et de l'application des méthodes prônées par le programme sur la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts.

6. Network Women in Development Europe

(Statut spécial octroyé en 1999)

Introduction

Il n'y a eu aucun changement notable.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement notable.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Network (Réseau) milite pour une démarche fondée sur les droits de l'homme, et son action s'appuie sur les instruments internationaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme d'action de Beijing. En novembre 2006, le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies a publié un rapport de 52 pages auquel le Réseau a apporté sa pierre par un échange de vues avec le groupe qui a été soutenu à l'unanimité par les associations féminines. En février 2007, le Réseau a participé à une réunion régionale en Europe orientale à Bratislava, en vue de préparer une rencontre mondiale, tenue du 2 au 4 mars 2007, à l'occasion de la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme à New York. La collaboration mondiale a abouti à la campagne de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes. Le Réseau a formé un groupe de travail pour la campagne de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes, de concert avec des organisations en Europe qui exercent une pression sur leur gouvernement et les institutions de l'Union européenne.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, New York (26 février-9 mars 2007)
- Troisième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, New York (23-25 octobre 2007)
- Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, New York (25 février-7 mars 2008)
- Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, Doha (29 novembre-2 décembre 2008)
- Le Réseau a participé à la table ronde organisée par les Nations Unies, intitulée « Réponses politiques à la crise dans la perspective hommes-femmes » (mars 2009)
- Réunion d'examen régional Beijing+15, Commission économique pour l'Europe, Genève, 2009
- Cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, New York (2-13 mars 2009)

Coopération avec les institutions des Nations Unies

- Le Réseau a animé un atelier lors du Forum sur le développement de la société civile, qui s'est tenu à Genève du 28 au 30 juin 2007, afin de transmettre les suggestions de la société civile à la réunion du Conseil économique et social de l'ONU avec les États Membres, qui avait lieu la semaine suivante.
- Le Réseau qui fait partie de l'Équipe spéciale pour l'égalité des sexes, CONCORD, a suivi la mise en œuvre du Partenariat Commission européenne/ONU sur l'égalité des sexes pour le développement et la paix.
- En 2008, le Réseau a organisé conjointement une consultation internationale sur les organisations et réseaux de défense des droits de la femme et sur l'efficacité de l'aide les 31 janvier et 1^{er} février 2008, à Ottawa, avec l'appui financier d'UNIFEM, d'Action Aid International et de l'Agence canadienne de développement international. Cette consultation a été à l'origine d'un ensemble de recommandations relatives à l'efficacité de l'aide et à l'égalité des sexes pour le Programme d'action d'Accra, approuvé par les participantes, et un rapport sur la consultation intitulé « Making Women's Rights and Gender Equality a priority in the Aid Effectiveness Agenda », qui sert de document de référence pour les actions de sensibilisation. Le Réseau a participé à la consultation des femmes sur les réponses politiques à la crise mondiale, avril 2009.
- En 2010, le Réseau a consacré certaines de ses actions de communication au travail sur Beijing+15, et le secrétariat du Réseau ainsi que les plates-formes nationales ont participé aux diverses réunions de haut niveau organisées par les Nations Unies et l'Union européenne, dont : la réunion de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur Beijing+15 à Genève; l'audition publique au Parlement européen organisée par le Comité aux droits

des femmes pour débattre de la stratégie de l'Union européenne sur les problèmes des femmes et Beijing+15 (27 janvier 2010).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

- Le Réseau a pris une part active au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, New York (23-24 octobre 2007) pour attirer l'attention sur l'absence de progrès en ce qui concerne le troisième objectif 3 du Millénaire pour le développement.
- En 2010, le Réseau a lancé sa campagne intitulée « Mobilisation en faveur de la justice pour les femmes au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement ». Vous êtes invité(s) à consulter United Nations Watch Blog pour avoir des informations supplémentaires. Dans le cadre de cette campagne, le Réseau a publié deux bulletins spéciaux à ce sujet, disponibles en ligne à www.wide-network.org.

Informations supplémentaires

- Avant les différentes réunions des Nations Unies, le Réseau a privilégié deux types d'action, à savoir suivre et influencer les positions et processus politiques de l'Union européenne et des États Membres, notamment en matière d'efficacité de l'aide et de financement du développement.
- Renforcer les capacités du Réseau et de ses partenaires, obtenir la participation, qui est capitale, des associations féminines et de leurs partisans à ces processus, ainsi qu'organiser des actions de sensibilisation.

7. Nonviolent Peaceforce

(Statut spécial octroyé en 2007)

Introduction

Il n'y a eu aucun changement notable.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement notable.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Nonviolent Peaceforce a fourni des informations sur son action et sa pratique en matière de protection des civils et de prévention de la violence, ainsi que la manière dont elles peuvent être utilisées par diverses entités des Nations Unies. Ces pratiques en matière de protection et de sécurité sont le fondement de l'activité de développement. Les organes des Nations Unies avec lesquels a collaboré Nonviolent Peaceforce sont : le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Équipe du Dispositif interinstitutionnel et interdépartemental de coordination de l'action préventive, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Conseiller spécial pour la prévention du génocide, et le Bureau du Président de l'Assemblée générale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nonviolent Peaceforce n'a pas participé officiellement à des rencontres organisées par les Nations Unies.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Au cours de ses actions sur le terrain, Nonviolent Peaceforce a coopéré de la façon suivante :

- Projet en collaboration avec l'UNICEF pour renforcer la participation des communautés à la protection des enfants dans le nord et l'est de Sri Lanka (2007-2008);
- Projet en collaboration avec le PNUD à Sri Lanka pour former des civils au renforcement des capacités et à la protection (2009-2010);
- Sessions de concertation sur la protection civile et la prévention de la violence avec l'UNICEF, le PNUD, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats à New York en février 2010 et à Genève en mai 2010;
- Projet en collaboration avec l'UNICEF pour protéger les femmes et les enfants de l'État de l'Équatoria au Sud-Soudan, commencé en 2011.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

La sûreté, la sécurité et la stabilité sont indispensables à la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Nonviolent Peaceforce, en partenariat avec des organisations locales de la société civile, s'emploie à protéger les civils et à prévenir la violence à Sri Lanka, aux Philippines, et au Sud-Soudan afin que les objectifs du Millénaire pour le développement se concrétisent.

8. Northern Ireland Women's European Platform

(Plate-forme européenne des femmes d'Irlande du Nord)

(Statut spécial octroyé en 1999)

Introduction

La Plate-forme européenne des femmes d'Irlande du Nord est un organisme de coordination pour des groupes et associations de femmes engagés dans la lutte pour l'égalité des sexes et pour une Irlande du Nord où l'égalité prévaudrait entre

hommes et femmes, fondée sur la sécurité et l'intégrité physique, la participation à la vie publique, la qualité de vie et l'accès aux services, la sécurité économique et la protection sociale.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour objectif d'exprimer le point de vue des femmes dans les règlements et dispositifs internationaux et d'obliger les gouvernements à rendre des comptes afin de parvenir à l'égalité en respectant les normes internationales.

Changements à signaler

Certains facteurs externes ont eu des répercussions sur les orientations de la Northern Ireland Women's European Platform.

Au niveau international : le renforcement de l'adhésion à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et la nécessité de mettre en œuvre cette résolution en Irlande du Nord

Au niveau européen : représenter les groupes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Lobby européen des femmes en tant que représentant du Royaume-Uni

Au niveau politique : pays émergeant d'un conflit

Au niveau national : transfert du gouvernement à l'Irlande du Nord et son incidence sur les femmes en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Un certain nombre de projets, parmi lesquels : Femmes d'Irlande du Nord raccordées à l'Europe – Faire progresser l'égalité des femmes par les politiques européennes et les conventions internationales (2008); Femmes âgées d'Irlande du Nord et les 12 domaines déterminants (2009); préparation du contre-rapport de l'Irlande du Nord sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2008); création dans la législature d'Irlande du Nord d'un groupe de travail réunissant tous les partis sur la résolution 1325 (2000) et service de secrétariat (2010); diffusion régulière d'informations dans des bulletins d'information et sur le site Web (en cours); élaboration et exécution d'un programme de formation (agréé) sur les initiatives des Nations Unies en matière d'égalité des sexes (2009); communication dans toute l'Irlande du Nord des informations recueillies à la Commission de la condition de la femme (2008-2010); participation à l'organisation et la tenue d'une conférence internationale pour les femmes en Irlande du Nord, avec mobilisation autour de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité (2007/8); formation relative à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'ONU, dispensée à deux membres de Northern Ireland Women's European Platform qui ont pris la tête des ONG à la session consacrée aux rapports sur la Convention pour les membres du Gouvernement du Royaume-Uni appartenant au Gender and Advisory Group on Peace and Security.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2010 : A participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme. 2010 : a participé aux préparatifs de la Commission économique pour l'Europe en vue de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme consacrée à Beijing+15 à Genève et à la session elle-même; a réalisé des publications, formé huit personnes et leur a demandé d'animer un atelier aux Nations Unies et **2009** : a rédigé une déclaration écrite sur l'égal partage des responsabilités entre hommes et femmes, y compris dans la prestation de soins, sur fond de VIH/sida; a formé plus de 30 femmes et les a préparées à animer un atelier à une conférence internationale à Belfast. La Plate-forme européenne des femmes d'Irlande du Nord a également fait une déclaration écrite en 2008 sur le financement de l'égalité entre les sexes et l'emploi des femmes, a présenté une déclaration écrite en 2007 et rédigé une déclaration écrite en 2008, et a été le chef de file des ONG du Royaume-Uni lors de sa session consacrée aux rapports relatifs à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

2007 : visite d'un membre du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes venu parler aux femmes d'Irlande du Nord des travaux d'UNIFEM (ONU-Femmes) pour qu'elles défendent la Convention en Irlande du Nord.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

A mis en garde lors de la dernière rencontre au sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement sur le renforcement indispensable du troisième objectif, car sans la participation suffisante de femmes aux prises de décisions, aucun des autres objectifs ne sera atteint. Cette sensibilisation a été effectuée par l'envoi d'une lettre au Gouvernement du Royaume-Uni et par des réunions destinées à élaborer des bulletins d'information avec les ONG du Royaume-Uni.

9. Association panaméricaine-panafricaine

(Statut spécial octroyé en 1995)

Introduction

Fondée en 1968, l'Association panaméricaine-panafricaine est une fondation qui repose sur les échanges culturels, éducatifs et économiques et qui a : mis en place de nombreux programmes des Nations Unies visant à favoriser l'entente entre les cultures; défendu les droits des peuples autochtones et des femmes; et soutenu le développement de technologies durables pour résoudre les problèmes posés par les changements climatiques.

Buts et objectifs de l'organisation

La création et l'essor des organisations International Trade Consultants Group apparentées à l'Association en République-Unie de Tanzanie, au Japon et dans les États fédérés de Micronésie confirment la conviction du fondateur de l'Association, Dr Robert Pritchard, selon laquelle les échanges culturels, économiques et éducatifs encouragés par la société civile peuvent promouvoir une meilleure entente et

bienveillance entre les populations des États-Unis et les membres de la communauté internationale.

Changements à signaler

Depuis la fin des années 1990, l'Association a étendu son action à l'Extrême-Orient et aux îles du Pacifique grâce à la participation du secteur privé au développement durable, dans le but de favoriser la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques, ce qui permettra l'émancipation économique et la sauvegarde du patrimoine culturel.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En juin 2010, l'organisation a adhéré à la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies afin de travailler en réseau avec les ONG. L'Association consacrera une série d'émissions « Emerald Planet » aux activités des membres de la Conférence des ONG. « Emerald Planet » est un programme permanent de l'Association et essaie de recenser au moins 1 000 pratiques exemplaires pour un développement écologique et économique durable. Le Directeur exécutif et le Sous-Directeur de l'Association ont été invités à l'émission « Emerald Planet » pour parler de l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement dans la sauvegarde de l'environnement. Le représentant de l'Association auprès des ONG a été interrogé dans « Emerald Planet » sur le Partenariat des Nations Unies avec les petits États insulaires en développement et son travail sur la restauration des récifs coralliens des petits États insulaires en développement. En février 2010, le programme de l'Association baptisé « Black History Month Founder's Commission » a adressé une déclaration aux Gouverneurs et aux maires des 100 plus grandes villes des États-Unis les invitant à soutenir l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'élimination de la pauvreté et à réfléchir à la nécessité de s'occuper des ravages causés par le tremblement de terre en Haïti et l'épidémie mondiale de VIH/sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Le représentant de l'Association auprès de l'ONU a participé à la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (18-29 mai 2009).
- Le représentant de l'Association a participé à la Commission de la condition de la femme à New York, cinquante et unième session (26 février-9 mars 2007); cinquante-deuxième session (25 février-7 mars 2008); et cinquante-troisième session (2-13 mars 2010).
- Le représentant de l'Association a participé à la quinzième session de la Commission du développement durable, en réseau avec les représentants des petits États insulaires en développement et des spécialistes des technologies du développement durable le 11 mai 2007; a participé à la seizième session de la Commission du développement durable (5-16 mai 2008); le 15 mai 2008, a organisé une manifestation parallèle sur les nouvelles technologies permettant de lutter contre le changement climatique dans les petits États insulaires en développement; a lancé le Partenariat des petits États insulaires en développement pour la mise en œuvre de nouvelles technologies viables sur le plan de l'environnement; a commencé une compilation du « Green Disc »

(disque vert), un ouvrage sur des technologies peu connues mais qui ont prouvé leur efficacité du point de vue de leur viabilité environnementale; le Directeur exécutif de l'Association a participé à la dix-septième session de la Commission du développement durable des Nations Unies (4-15 mai 2009) et aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé (14-15 juin 2010).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

A aidé les ONG autochtones des Iles Marshall à formuler une demande de subvention « Community Earth Box » pour l'Association des résidents de Nukuoro, qui a été présentée au concours Development Marketplace de la Banque mondiale destiné à trouver des solutions innovantes pour lutter contre le changement climatique et a été sélectionnée parmi les 100 meilleures sur 1 700; les responsables de l'Association ont aidé à la préparation de la présentation au bureau de la Banque mondiale à Washington.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

En 2010, a établi le projet Help People Protect, Propagate and Farm Integrated Sustainable Habitats (Help PPPFISH) comme programme permanent de l'Association; a travaillé avec les habitants de Nukuoro pour créer la coopérative des artistes de Matalama, organisation autochtone visant à rendre les femmes de Nukuoro autonomes grâce à la production et la vente d'objets d'artisanat (juillet); a fait don de 1 000 dollars à Water Charity for Ferro-Cement Tanks pour le Programme en République dominicaine et en Haïti, en partenariat avec le Peace Corps américain, dans l'optique des objectifs du Millénaire pour le développement qui prévoient d'apporter l'eau potable aux foyers ruraux; don annuel à Shina, Inc., organisation locale de femmes africaines située au Maryland, États-Unis d'Amérique, qui offre des débouchés éducatifs et économiques aux femmes et jeunes filles de la République-Unie de Tanzanie et du Kenya.

10. Pax Christi International

(Statut spécial octroyé en 1979)

Introduction

Pax Christi International est un mouvement et réseau catholique mondial pour la paix qui œuvre à instaurer la paix, le respect des droits de l'homme, la justice et la réconciliation dans les régions du monde déchirées par les conflits.

Buts et objectifs de l'organisation

Pax Christi International est un réseau d'inspiration religieuse qui cherche à transformer un monde ébranlé par la violence, le terrorisme, les inégalités croissantes et l'insécurité mondiale, en un monde où les gens pourront vivre en paix, sans crainte de la violence sous toutes ses formes.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Sur le désarmement :

- En 2007, le Forum de Genève et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres ont organisé conjointement un forum le 9 octobre à Genève sur les effets des munitions à dispersion d'un point de vue humanitaire; Pax Christi International est membre à la fois de la Coalition internationale contre les sous-munitions et de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres;
- En 2008, des délégués de Pax Christi International ont participé à la troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects à l'ONU à New York (14-18 juillet);
- En 2009, le secrétariat de Pax Christi International a publié un dossier d'information au sujet d'un traité sur le commerce des armes et l'a distribué à toutes les organisations membres et aux partenaires de Pax Christi International dans le monde;
- En 2010, un Comité préparatoire pour un traité sur le commerce des armes a été réuni aux Nations Unies, à New York (12-23 juillet), donnant l'occasion au mouvement pour la paix d'envoyer un puissant message universel aux gouvernements du monde entier pour appeler à l'adoption d'un traité international ferme et effectif sur le commerce des armes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, Pax Christi International a fait des déclarations orales et écrites sur les armes biologiques et sur les réfugiés irakiens, les personnes déplacées et les minorités. L'organisation a également présenté un rapport mettant en lumière l'aggravation de la situation politique, économique et sociale en Guinée, à la suite de la mort du Président Conté. Dans une déclaration écrite présentée au Conseil des droits de l'homme à sa quinzième session, elle a émis six recommandations pour que se poursuive le processus de démocratisation du pays.

En 2007, l'organisation a cosigné une lettre ouverte à Luis Alfonso de Alba, Président du Conseil des droits de l'homme, sur la transparence dans les nouveaux mécanismes et sur la participation des ONG à l'examen périodique universel.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Les jours/semaines suivants ont été retenus pendant la période 2007-2010 : 27 janvier – Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste; première semaine de février – Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle; 20 février – Journée mondiale de la justice sociale; 8 mars – Journée internationale pour les droits des femmes et la paix internationale; 21 mars – Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et début de la Semaine de solidarité avec les peuples en lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Pax Christi International a eu la possibilité de s'adresser à la réunion d'experts des États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines à Genève (24-28 août 2009). La déclaration souligne que le renforcement des capacités à lutter contre les maladies devrait aussi contribuer à résoudre les problèmes sanitaires sur lesquels portent les objectifs du Millénaire pour le développement, auxquels ont souscrit 189 pays.

Informations supplémentaires

Le Comité international de la Coalition mondiale pour la Décennie de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) s'est réuni à Paris les 29 et 30 septembre 2008.

11. Paz y Cooperación

(Statut spécial octroyé en 1999)

Introduction

Paz y Cooperación est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, qui se bat pour la paix et la coopération dans le monde depuis 1982. Elle a été fondée à Madrid par Joaquín Antuña et a pour mot d'ordre « Créer et survivre ». Son principal objectif est de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables en faisant prévaloir la paix et le développement durable, notamment en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient. En outre, depuis 1988, Paz y Cooperación remet des prix à des écoles du monde entier, en étroite collaboration avec les Nations Unies, de façon à encourager les écoles à travers le monde à réfléchir aux questions politiques et sociales.

Buts et objectifs de l'organisation

Paz y Cooperación s'intéresse tout particulièrement aux domaines clefs que sont la paix, le désarmement, le développement, les droits de l'homme, la solidarité, les soins médicaux et l'éducation universelle.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Paz y Cooperación a été établie avec l'intention de servir les objectifs des Nations Unies, et son action porte sur tous les objectifs du Millénaire pour le développement qui permettront de bâtir une planète pacifique. Pour parvenir à ces objectifs, Paz participe aux sessions ordinaires des principales instances du Conseil économique et social, à la remise du prix annuel de la paix et de la coopération aux écoles, et aux travaux du Conseil des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, tout en coopérant avec les acteurs régionaux sur le terrain afin de soutenir des projets concrets liés au développement durable en général et aux objectifs du Millénaire en particulier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Ces dernières années, Paz y Cooperación a pris une part active aux réunions régulières organisées par les organes subsidiaires du Conseil, assistant aux quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission du développement social, qui se sont tenues à New York, et aux cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Au cours des dernières années, Paz y Cooperación a participé activement à d'autres réunions régulières et spéciales organisées par les Nations Unies et d'autres organisations, par exemple :

- Session de la Conférence du Département de l'information des Nations Unies avec les ONG à New York (5-7 septembre 2007); Paris (3-5 septembre 2008); Mexico (9-11 septembre 2009); Melbourne, Australie (30 août-1^{er} septembre 2010);
- Sommet mondial sur la société de l'information, Genève (14-25 mai 2007, 13-23 mai 2008, 18-22 mai 2009, 10-14 mai 2010);
- Fondation pour une Europe sans drogue, Bruxelles (26 juin 2008);
- Congrès mondial sur l'éducation du jeune enfant pour la paix, Albacete, Espagne (20-22 avril 2007).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Paz y Cooperación s'est associée à plusieurs projets au cours de cette période, pour la plupart en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement :

- Paz y Cooperación assure la sécurité alimentaire d'El Salvador en renforçant le développement socioéconomique et en défendant les connaissances locales dans l'utilisation des technologies innovantes;
- Paz y Cooperación aide les populations les plus vulnérables du Soudan en développant l'information sur le VIH/sida et en mettant en place des programmes de prévention;
- Paz y Cooperación contribue à faire participer les femmes au processus de développement en créant et stimulant les petites entreprises, notamment en Colombie;
- Paz y Cooperación améliore la santé maternelle et infantile en créant des centres de soins et de soutien dans différentes communautés qui souffrent d'extrême pauvreté en République dominicaine;
- Paz y Cooperación améliore la situation sanitaire et sociale de 300 personnes séropositives en appuyant le programme institutionnel de lutte contre le VIH/sida et en apportant des soins aux personnes infectées par le virus en Ouganda;
- Paz y Cooperación améliore les conditions de vie et facilite l'accès aux ressources naturelles des populations les plus marginalisées du Mexique.

Informations supplémentaires

Principales campagnes d'information dans les écoles, en liaison avec les Nations Unies : prix de Paz y Cooperación attribué aux écoles :

- Mon droit de décider, Le Caire, 2007;
- De l'eau pour tous, Mashad, République d'Iran, 2008;
- La paix et les Nations Unies, Belgrade, 2009;
- Prenez soin de votre planète – tous contre le changement climatique, Doubaï, 2010.

12. Assemblée permanente pour les droits de l'homme

(Statut spécial octroyé en 1995)

Introduction

L'organisation se nomme Assemblée permanente pour les droits de l'homme. D'un point de vue géographique, elle compte 30 bureaux dans toute l'Argentine et trois représentations permanentes à Genève, Berlin, Allemagne et New York.

Buts et objectifs de l'organisation

Surveiller l'application des droits de l'homme et informer, ainsi que les prévoient la Déclaration universelle des droits de l'homme, les instruments internationaux similaires et la constitution d'Argentine; jouer un rôle actif pour préserver la vie démocratique du pays dans une société pluraliste; effectuer des recherches, des enquêtes et des évaluations concernant les données et les informations relatives à la situation nationale et internationale en matière de droits de l'homme; coopérer activement avec les responsables politiques et les autres institutions pour que les droits de l'homme se traduisent dans les faits; dénoncer toutes les violations des droits de l'homme, quels qu'en soient les auteurs.

Changements à signaler

Inscription et accréditation au registre des organisations de la société civile de l'Organisation des États américains le 4 décembre 2009; affiliation à la Coalition contre les disparitions forcées le 30 mars 2009; mise en place de deux nouvelles délégations en Argentine et d'une représentation permanente à New York et à Washington.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, les commissions de l'Assemblée ont mené à bien un certain nombre d'activités et confectionné plusieurs publications pour faire progresser les objectifs des Nations Unies comme suit : ateliers de sensibilisation et de développement des capacités à l'intention des agents de l'administration, des enseignants, des étudiants, des ONG et d'autres parties prenantes sur des questions telles que les droits de l'homme; travaux collectifs destinés à veiller aux dispositifs d'application; conséquences de la période de dictature; importance de la mémoire; et rôle et responsabilité de l'État en sa qualité de garant des droits. Parmi les autres

activités on peut citer l'exécution d'un programme en faveur de la nutrition de l'enfant dans les milieux défavorisés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont participé aux sessions suivantes : neuvième session de l'examen périodique universel, Genève (1^{er}-12 novembre 2010); commémoration du trentième anniversaire du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Genève (5 novembre 2010); première session du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'examiner les activités et le fonctionnement du Conseil des droits de l'homme, Genève (25-29 octobre 2010); cinquième session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, Genève (2-6 août 2010). À cette session les représentants ont présenté une déclaration écrite sur le rapport du Comité relatif aux personnes disparues.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

- A adressé des communications aux Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme : à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats et au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, au sujet de la disparition du sociologue colombien Miguel Angel Beltrán Villegas et de la disparition de Julio Lopez (mis à jour), Genève (20 février 2010).
- Participation au rapport des parties prenantes pour l'examen périodique universel de Cuba, Genève (5 février 2009) et pour celui de l'Argentine, Genève (19 novembre 2007)
- Quinzième session du Conseil des droits de l'homme, Genève (13 septembre-1^{er} octobre 2010). Des représentants ont participé à la session et ont présenté conjointement avec la Coordinadora Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas (Paraguay) les déclarations orales suivantes : droit au développement; déchets toxiques; situation des populations autochtones du Paraguay.
- Quatorzième session du Conseil des droits de l'homme, Genève (31 mai-18 juin 2010). Des représentants ont participé à la session et présenté une déclaration orale sur le rapport du Comité relatif aux personnes disparues.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Sans objet

13. Programme for Appropriate Technology in Health

(Programme de technologie sanitaire appropriée)

(Statut spécial octroyé en 1995)

Introduction

Le Programme de technologie sanitaire approprié fonctionne maintenant dans plus de 70 pays et a ouvert de nouveaux bureaux à Abidjan; Kinshasa; Addis-Abeba; Accra; Bhopal, Inde; Kakamega, Kenya; Lilongwe, Malawi et Abuja. Depuis 2006, le Programme a fermé les bureaux de Bangalore, Imphal et Chennai en Inde; et Jakarta.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement notable.

Changements à signaler

En 2006, le conseil d'administration a modifié un article du règlement comme suit : « La majorité des membres du conseil d'administration sera composée de citoyens de pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe orientale, et d'Amérique latine et des Caraïbes ».

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Programme contribue à donner une impulsion au programme de développement des Nations Unies en intervenant pour améliorer les conditions de vie des individus à travers le monde et en recherchant et mettant en pratique des solutions innovantes aux problèmes de santé mondiaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2010 : Des dirigeants du programme pour le vaccin antirotavirus du Programme ont présenté des informations récentes sur ce vaccin à la réunion de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la vaccination au niveau mondial (1^{er}-3 février). Le Programme : a coorganisé une table ronde du Global Health Council, et le Président et le Directeur général ont fait une intervention sur la réalisation des objectifs de santé à New York (19 septembre); a coparrainé un brunch sur le thème « Les femmes donnent la vie » à New York (19 septembre); des représentants ont assisté à la manifestation baptisée « Chaque femme, chaque enfant », destinée à lancer la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants parrainée par la Fondation pour les Nations Unies; et a apporté son concours aux documents de travail du Groupe de travail à New York (22 septembre).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

Le Projet pour le vaccin contre la méningite, partenariat entre le Programme et l'OMS, a mis au point un vaccin conjugué contre la méningite à méningocoque de souche A, MenAfriVac™, destiné à la vaccination à grande échelle des habitants des pays africains de la « zone de la méningite » qui font partie du Programme élargi de vaccination de l'OMS. En décembre 2010, le projet avait permis d'immuniser 19,5 millions de personnes au Burkina Faso, Mali et Niger (2001 à aujourd'hui). En partenariat avec l'OMS, le Programme utilise des méthodes de recherche efficaces pour évaluer la faisabilité, l'incidence et les coûts des stratégies permettant de vacciner les adolescentes contre le virus du papillome humain en Inde au Pérou, en Ouganda et au Viet Nam (2003 à aujourd'hui). Le Programme s'est associé à l'OMS pour fournir une assistance technique à long terme aux pays qui ont des taux élevés de tuberculose, dans le cadre de la Stratégie Halte à la tuberculose en République-Unie de Tanzanie, en Inde, au Cambodge et en Ukraine (2004 à aujourd'hui). Le Programme a fait fonction de secrétariat pour la Coalition pour l'approvisionnement en produits de santé procréative, qui compte parmi ses membres l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour la population (2006-2009). « Optimize », collaboration entre l'OMS et le Programme, s'emploie à concevoir des chaînes logistiques et des technologies pour les vaccins qui puissent soutenir une gamme d'activités toujours plus grande et onéreuse et créer des synergies avec la distribution d'autres produits

de santé en Albanie, au Guatemala, au Sénégal, en Tunisie, au Viet Nam, en Thaïlande et en Afrique du Sud (2007 à aujourd'hui). En partenariat avec l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme s'efforce, avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, de soutenir la mise en circulation de vaccins conjugués antirotavirus et pneumococcique dans plus de 40 pays à travers le monde (2009 à aujourd'hui).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Pour lutter contre la malnutrition et enrichir sur le plan nutritif les communautés qui consomment beaucoup de riz et sont vulnérables, le Programme a mis au point une céréale modifiée, riche en nutriments, dénommée Ultra Rice, à mélanger avec de grandes quantités de riz, en Inde, au Brésil et en Colombie; le volet égalité des sexes du Programme de technologie sanitaire appropriée cherche à élargir les choix des femmes en matière de santé procréative grâce à des technologies comme le préservatif féminin discret et à prix modéré, le diaphragme taille unique et un gel accompagné d'un applicateur qui protègent du VIH; dans le cadre de l'Initiative spéciale de lutte contre les maladies diarrhéiques, le Programme fournit aux dirigeants des pays en développement les outils et les informations sur la manière de s'investir dans la lutte contre les maladies diarrhéiques au Cambodge, au Kenya, au Nicaragua et en Géorgie; le programme pour le vaccin contre le rotavirus est le fruit de la collaboration du Programme, de l'OMS et des United States Centers for Disease Control, et est financé par GAVI Alliance afin de montrer et reproduire un modèle réussi de mise en place d'un vaccin pour tous les enfants du monde; pour résoudre le problème de l'hémorragie du post-partum, le Programme étudie l'administration d'ocytocine par le système ingénieux d'injection Uniject™ avec seringue préremplie, qui peut être utilisé par les agents sanitaires des communautés locales peu qualifiés; le Partenariat du Programme pour l'évaluation du paludisme et la lutte antipaludique en Afrique a pour but d'accélérer les actions de prévention et de lutte contre le paludisme afin d'obtenir des résultats sur le plan de la santé et de l'économie en Afrique subsaharienne; commencé en Inde, le Programme pour l'eau potable lancé par le Programme effectue des recherches sur les technologies actuelles de traitement et de stockage de l'eau à la maison et évalue la capacité des fabricants et des distributeurs présents sur le marché; le Président et le Directeur général du Programme ont été nommés Secrétaire et Coprésident du Comité directeur de la Décennie de la vaccination, initiative mondiale visant à élaborer un plan d'action mondial pour améliorer l'accès aux vaccins des populations du monde les plus vulnérables.

14. Ramola Bhar Charitable Trust

(Statut spécial octroyé en 2007)

Introduction

Ramola Bhar Charitable Trust a été établi en 1990 par un groupe d'académiciens, de membres de professions libérales et de militants de base pour créer une société vivable et garantir justice et égalité aux femmes et aux enfants. En 1997, un mouvement dénommé STOP (Stop Trafficking and Oppression of Children and Women) a été lancé dans le cadre de ce fonds.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a mené des actions dans les bidonvilles de Delhi et dans les villages du Bengale occidental tout en s'occupant d'un centre d'accueil pour les femmes vulnérables, les enfants et les anciennes victimes de la traite des personnes. Certains programmes relatifs aux maladies sexuellement transmissibles et au VIH/sida ont été mis en œuvre dans l'état du Bihar, limitrophe de l'Inde et du Népal, et dans l'Uttar Pradesh, ainsi que dans les communautés Bedia et Prerna du Rajasthan et de Delhi.

Changements à signaler

L'organisation est devenue membre associé de ECPAT International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes) en 2009; le président de l'organisation est, depuis 2007, le seul membre d'une ONG à participer au groupe d'étude régional sur la traite des êtres humains chargé de mettre en application les conventions de la South Asian Association for Regional Cooperation se rapportant à la traite des femmes et des enfants et à la promotion du bien-être de l'enfant, du Gouvernement indien, depuis 2007.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les programmes de l'organisation ont été conçus et agencés pour répondre aux besoins des personnes vivant dans des communautés à haut risque, des anciennes victimes de la traite et des femmes qui risquent d'en être victimes, et pour suivre leur transition de victimes à rescapées. Une énorme partie du travail de l'organisation consiste à aider les victimes à se relever et à acquérir les moyens de se prendre en main, notamment par l'éducation, la qualification professionnelle et l'aide juridique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Une fiche analytique intitulée « VIH/sida : une menace pour la stabilité des institutions démocratiques et la famille » a été présentée au dixième Congrès international sur le sida en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenu à Bussan, République de Corée (26-30 août); a participé à « First South Asia Anti-Trafficking Think Tank Core Group Meeting », New Delhi (3-4 décembre 2009), réunion d'un groupe de réflexion sur la lutte contre la traite, organisée par UNIFEM, et a présenté un document sur une initiative de l'Inde pour soigner et soutenir, rapatrier et réinsérer les victimes de la traite; a participé comme délégué au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, Rio de Janeiro, Brésil (23-28 novembre 2008).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'organisation est membre d'un groupe de travail formé par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (ONU-Femmes), Inde, et la Commission nationale des femmes, Inde, pour développer des stratégies visant à influencer les politiques de façon à réduire toutes les formes de violence à l'égard des femmes en Inde, en prêtant une attention particulière à la traite des femmes. Le recueil de pratiques exemplaires des ONG en matière de lutte contre la traite, publié par le Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, New Delhi, en 2008, s'est fréquemment référé aux activités de l'organisation.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

A participé à plusieurs réunions régionales sur la prévention du VIH/sida organisées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre international Olof Palme, ainsi que l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Suède, et a présenté une communication sur le VIH/sida comme question liée aux droits de l'homme à prendre en compte dans les activités.

Informations supplémentaires

À l'occasion de la Journée mondiale pour la prévention de la violence faite aux enfants le 19 novembre 2007, a organisé une rencontre à laquelle participaient des enfants, des petits garçons et filles, et des adultes de Bawana.

15. Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme

(Statut spécial octroyé en 1999)

Introduction

La Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale, a été créée à l'initiative d'un groupe de bénévoles au début de 1990 et reconnue juridiquement par la décision 1783/25.06.1990 du Tribunal de Roumanie à Bucarest. La Société est une ONG nationale, et ses activités et programmes sont mis au point en Roumanie. Un arrêté constitutionnel, révisé en 1999, confirme, entre autres, que la Société est une organisation à but non lucratif.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objet de la Société prévu par la loi est de défendre et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales tels qu'énoncés dans la Déclaration des droits de l'homme et les instruments internationaux et régionaux auxquels la Roumanie est partie. L'organe principal de la Société est l'Assemblée générale. L'organisation a deux présidents, élus par l'Assemblée générale pour une période de quatre ans. L'Assemblée générale nomme également le Directeur général. Elle valide aussi la candidature des membres du Conseil directeur, qui est chargé d'évaluer les activités et les dépenses de la Société à la fin de chaque année et si la situation l'exige. La gestion financière des projets comprend généralement un audit effectué par des sociétés d'audit spécialisées et indépendantes.

Changements à signaler

L'arrêté constitutionnel relatif à la Société a été révisé en 1999. Les principes de la Société sont conformes à la décision de justice autorisant la création de la Société en 1990 et n'ont pas changé depuis que la Société a été dotée du statut consultatif par le Conseil économique et social.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Pendant les quatre dernières années la contribution de la Société a été surtout manifeste dans les activités choisies pour promouvoir les droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme, eu égard aux Rapporteurs spéciaux de l'ONU, et

indirectement au programme de développement du Conseil économique et social. Les aspects liés à la promotion du respect des droits de l'homme pour tous, mesuré à l'aune des violations systématiques de certains types de droits civils, économiques, sociaux, et culturels, figurent dans le document fourni à l'examen périodique universel pour la Roumanie. Le document transmis au Conseil des droits de l'homme a exposé l'expérience acquise par la Société dans le domaine des droits de l'homme, mettant l'accent sur la garantie des droits de l'homme et le statut des traités internationaux dans le système constitutionnel ainsi que les obligations de la Roumanie au regard des organes créés en vertu d'instruments internationaux, comme le Conseil des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité contre la torture, le Comité des droits de l'enfant et le Comité pour les travailleurs migrants. De plus, le document de synthèse a examiné d'autres phénomènes qui portent atteinte aux droits de l'homme et constituent un défi pour la Roumanie, tels que la corruption généralisée, le terrorisme international, le crime organisé, les malversations commerciales, la traite des êtres humains et le trafic de drogue.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont participé : l'un en tant qu'observateur à la sixième session, deuxième partie, du Conseil des droits de l'homme, Genève (10-14 décembre 2007); l'autre en tant qu'invité à la première Conférence de l'Alliance des civilisations en Europe du Sud-Est à Sarajevo (14 décembre 2009).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

À partir de 1999, la Société a bénéficié de financements provenant du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, ce qui nous a permis de nouer des liens avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture. Ces fonds permettent de fournir : une aide juridique directe aux victimes de torture et à leur famille; des informations (décodées et adaptées aux situations individuelles) et une éducation sur les fonctions des institutions nationales et internationales, notamment en ce qui concerne les questions des droits de l'homme mentionnées dans les catégories relatives aux arrestations/détentions (adultes, mineurs, migrants, réfugiés, apatrides); une réponse aux difficultés rencontrées par les clients du programme lorsque les personnes tentent de faire valoir leurs droits; et un accès aux dispositifs de dépôt de plainte et aux procédures spéciales du système des Nations Unies (sur la torture, les traitements dégradants, la discrimination ethnique, la discrimination envers les femmes et la violence au sein de la famille).

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

La Société a suivi de près à la fois des affaires concrètes et l'évolution des réformes visant à :

- Faire diminuer le nombre de personnes analphabètes dans les prisons, notamment celles qui appartiennent à la population Rom;
- Veiller à ce que tous les prisonniers bénéficient d'un enseignement primaire et secondaire, si besoin est;
- Empêcher que les détenus contractent le VIH/sida et la tuberculose.

Informations supplémentaires

Les programmes et activités de la Société ont été élaborés en coordination avec les services du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des droits de l'homme, et du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.
